

## Front des luttes de mars 2010

**Salaires, emplois, retraites, délocalisations...**

**Non aux sacrifices populaires !**

### **L'ARISTOCRATIE FINANCIERE DOIT PAYER !**

#### **Le capital nous fait payer sa crise**

Le pourrissement et le parasitisme croissants du capitalisme se manifestent dans la surexploitation de la classe ouvrière, la spéculation, les délocalisations, les bas salaires.

Le pouvoir de Sarkozy met en œuvre la directive des monopoles et de l'UE visant à faire payer la crise par ses victimes. *Dans l'entreprise*, cela se traduit par l'allongement du temps de travail et de durée de carrière, par les cadences et la hausse de productivité, par la précarité et le chômage massif qui frappent particulièrement la jeunesse et les seniors. Depuis des années, le blocage des salaires se traduit par la paupérisation d'une majorité des travailleurs. *Au niveau de l'Etat et des régions*, le gouvernement ampute toujours plus les revenus du travail pour les transférer sur les avoirs du capital et des richards. La fiscalité de classe est symbolisée par les nombreuses exonérations dont bénéficie la classe capitaliste. Le bouclier fiscal pille 15 milliards d'argent public pour le redistribuer à l'aristocratie financière, ce qui rapporte en moyenne 117 142 euros, somme moyenne qui cache les disparités puisque le quart le plus riche (8000 foyers) touche 90% du total. La politique gouvernementale continue d'alimenter le déficit de l'Etat capitaliste en octroyant des sommes considérables au capital : 360 milliards d'aides aux banques, 37 milliards d'exonérations diverses, 22 milliards aux PME, 200 milliards de cotisations sécurité sociale transférées en « aides aux entreprises », L'argument fallacieux est connu, « contribuer à relancer l'économie et à favoriser l'emploi ». La réalité exprime le contraire, ces « aides » alimentent les profits capitalistes à coups de restructurations, de délocalisations ou de fermetures d'usine. Depuis un an, 800 000 salariés de plus ont rejoint les privés d'emplois ! Tout cela se vérifie dans le montant des profits du CAC 40 : avec 37 milliards. L'Etat rogne sur les dépenses publiques en sacrifiant les missions des entreprises nationales : poste, SNCF, hôpitaux, écoles en supprimant 140 000 postes publics, en privatisant et en accentuant la seule rentabilité financière au détriment des besoins populaires, en finançant ainsi les aides publiques au capital.

#### **Sarkozy : le champion de l'aristocratie financière et des inégalités**

Avec sa politique, Sarkozy a élargi l'écart entre les privilégiés de la fortune et les travailleurs. Les 300 000 familles les plus riches détiennent autant que près de 40 % de la population. A l'autre bout de la chaîne, 8 millions de personnes vivent avec moins de 900 euros par mois. La France est devenue un pays de bas salaires. Plus de 50 % des travailleurs vivent avec moins de 1 500 euros, la moyenne des pensions est de 1 100 euros. Après avoir payé les dépenses récurrentes : logement, gaz, électricité, il reste 80 euros pour finir le mois pour les 8 millions de pauvres, 300 euros pour 9 autres millions de travailleurs ! Comment peut-on vivre avec de tels revenus alors que les prix de l'alimentation, de l'essence et du fuel augmentent sans cesse ? Malgré sa déculottée électorale (c'est seulement 1 électeur inscrit sur 8 qui soutient sa politique), Sarkozy préconise toujours de continuer à frapper les mêmes, tant l'opulence des richards est notre misère ! L'énième réforme des retraites vise comme les précédentes à reculer l'âge de départ et à baisser les pensions. Travailler plus longtemps pour toujours moins d'argent, le combat pour la retraite à 60 et 55 ans (travaux pénibles) sur la base de 37,5 annuités doit s'amplifier jusqu'à la victoire !

#### **Urgence ! Par nos luttes attaquons nous aux profits capitalistes**

Le mal vivre de la majorité des forces du travail dans ce pays et ailleurs, illustre qu'il n'y aura pas de progrès durable sans s'attaquer au système capitaliste qui engendre exploitation, oppression, inégalités, en raison de la propriété privée capitaliste des moyens de production et d'échange, du pouvoir d'Etat des monopoles. Pour construire la révolution anticapitaliste, socialiste, la classe ouvrière doit prendre la tête des travailleurs dans le combat quotidien pour les revendications sociales et les droits démocratiques, car une telle politique réactionnaire et minoritaire ne peut s'appuyer que sur la répression et le tout policier. L'urgence est de stopper la spirale visant à faire payer toujours plus les travailleurs en enrichissant le capital. En 2009,

les travailleurs par leurs grèves interprofessionnelles et leurs manifestations ont montré leur colère mais les directions syndicales réformistes ont cassé l'élan. Ce n'est pas par des journées d'actions espacées dans le temps, mais bien dans l'action unitaire continue, par la grève générale que nous imposerons des reculs au capital et que nous lui ferons payer sa crise, en permettant ainsi la satisfaction des besoins urgents !

### **Salaires.**

*Depuis le début de l'année, les luttes pour des augmentations de salaire n'ont pas cessé en France, mettant en évidence l'insupportable réalité de cet impérialisme : les profits capitalistes se nourrissent de la misère des travailleurs exploités. À Total (8 milliards de profits en 2009), à ExxonMobil (10 Mds), ou à Ikea (2,3 Mds), les grévistes se sont battus pour exiger la fin du blocage des salaires subi depuis plusieurs années. De telles luttes sont appelées à se généraliser et à s'amplifier, tant s'accroît le fossé entre privilégiés de la fortune et masse des salariés paupérisés. Les chiffres de l'INSEE parlent d'eux-mêmes, révélant le degré d'inégalité et d'injustice atteint par ce régime : entre 2004 et 2008, les revenus du capital ont augmenté de 50% ; 1% des contribuables, considérés comme les « plus hauts revenus », ont déclaré une hausse de 9% de leurs revenus, tandis que 90% des contribuables, déclarant moins de 35 000 euros par an, ont vu leurs revenus baisser de 1%. La baisse générale des salaires est donc bien réelle, et se trouve aggravée par la politique fiscale du gouvernement Sarkozy, qui transfère sur les impôts des travailleurs les cadeaux faits aux entreprises (la suppression de la taxe professionnelle coûtera aux contribuables 9 milliards d'euros chaque année !). Le nombre de travailleurs touchés par la pauvreté ne cesse de croître : plus de la moitié d'entre eux (environ 17 millions) ont moins de 300 euros chaque mois pour faire face aux dépenses courantes, une fois payées les factures obligatoires. Rappelons que, dans notre système capitaliste, tout travailleur exploité subit une double spoliation : celle du revenu de son travail (3 heures effectivement payées sur 8 travaillées), et celle des ponctions sur son salaire non proportionnelles aux revenus (impôts indirects, TVA, privatisation des services publics notamment). L'URCF soutient donc toutes les revendications de classe en faveur de la défense des salaires et les inscrit dans la lutte générale indispensable contre le capitalisme et son pouvoir politique : Hausse de 300 euros pour tous ! SMIC à 1650 euros ! Salaires contre profits : tapons aux coffres-forts du capital !*

### **Snecma (Groupe Safran, aéronautique)**

Plus de 1000 salariés en lutte de la Snecma ont manifesté mardi 9 mars, depuis le site d'Evry-Corbeil (Essonne) jusqu'au siège de Courcouronnes (Essonne), pour une hausse de leurs salaires. "En 2009, l'activité industrielle a été soutenue, et les résultats financiers honorables. Mais la politique salariale est tirée vers le bas", explique le délégué syndical central CGT, syndicat majoritaire. Le groupe Safran, auquel appartient la Snecma, spécialisée dans l'aéronautique, a réalisé en 2009 un bénéfice net de 376 millions d'euros, en hausse de 47% par rapport à 2008, et s'attend, pour 2010, à un chiffre affaires "voisin" de celui de 2009, de 10,44 milliards d'euros, en hausse de 1,2%.

Le 18 mars, à nouveau plus de 500 salariés de la Snecma ont manifesté devant le site de Magny-les-Hameaux (Yvelines) pour réclamer une hausse des salaires. Les travailleurs, venus de différents sites d'Ile-de-France et rassemblés à l'appel de la CGT et la CFDT, ont défilé dans les ateliers, à l'arrêt, où ils ont jeté des centaines de tracts. "La politique salariale de l'entreprise ne correspond pas aux attentes des salariés: la direction nous propose 1,2% d'augmentation générale et 1,1% de hausse individuelle", a déclaré le délégué syndical central CGT, qui réclame "5% d'augmentation générale et 2,5% en individuel".

Les revendications des salariés représentent une enveloppe de 85 millions d'euros « ce n'est rien à côté des 330 millions d'euros de dividendes qui remontent aux actionnaires » ; le délégué CGT précise que "la valeur ajoutée d'un salarié de la Snecma est de 33.000 euros par an".

Un appel à la grève a été lancé dans l'ensemble du groupe Safran (38.500 salariés), auquel appartient la Snecma (11.600 salariés), spécialisée dans l'aéronautique, tandis que vendredi 19 mars est prévue une cinquième réunion de négociations annuelles obligatoires (NAO) sur les salaires au siège social de la Snecma à Courcouronnes (Essonne).

"La mobilisation d'une ampleur jamais connue depuis la création du groupe Safran montre le refus des salariés d'une politique salariale inférieure à 2009 dans le même temps où le dividende versé aux actionnaires progresse de 53%...", a déclaré le délégué CFDT. Un nombre très important de salariés partout en France se sont mobilisés, de Molsheim (Alsace) à Corbeil-Essonnes en passant par Montluçon, Toulouse ou Bordeaux. "L'entreprise se porte bien mais cela ne se retrouve pas sur les salaires".

Le groupe Safran, détenu à 30% par l'Etat, emploie 36.000 salariés en France au travers d'une quarantaine de sociétés (Snecma, Labinal, Turboméca, Aircelle, Messier Dowty, Sagem, etc.). En 2009, le groupe a affiché un chiffre d'affaires en hausse de 1,2% à 10,44 milliards d'euros, et un résultat opérationnel courant en hausse de 7,1% à 698 millions d'euros.

### **YSL Beauté (L'Oréal, Oise)**

Les salariés de l'usine de parfums et cosmétiques YSL Beauté, qui emploie 800 personnes à Lassigny (Oise), propriété de L'Oréal depuis 2008, se sont mis en grève reconductible mercredi 10 mars pour des hausses de salaire.

80% des personnels de production ont répondu à l'appel à cesser le travail lancé par la CGT et la CFDT, et des barrages filtrants ont été installés devant l'usine afin d'empêcher les entrées des camions. *"On veut partager la crise avec notre employeur qui a fait deux milliards d'euros de bénéfices l'an dernier et qui ne nous octroie que des miettes"*, ironie le délégué CGT.

Les grévistes réclament une augmentation de 3,2% pour tous alors que la direction offre un coup de pouce individuel de 1,2%, ainsi qu'une prime d'intéressement comprise entre 950 et 1500 euros en fonction des salaires. *"On est intégré à L'Oréal pour produire, être rentables et souffrir, mais pas pour partager les richesses"*, souligne le responsable syndical. L'Oréal se défend comme il peut et fait valoir que depuis l'arrivée de l'usine dans son giron, les salariés ont perçu une double prime d'intéressement, leur prime d'ancienneté a été revalorisée et le congé maternité a été rallongé d'un mois. La création d'un compte épargne temps est par ailleurs à l'étude....Trop peu et rien sur les salaires donc !

*Rappelons que du point de vue ouvrier, l'octroi de primes ou de « parts d'intéressement » ne peut satisfaire la revendication de hausse des salaires : l'individualisation de la rémunération est un piège pour les travailleurs, car elle aboutit à la mise en concurrence entre salariés et paralyse les luttes menées contre l'exploitation patronale.*

L'usine YSL Beauté de Lassigny, où travaillent 800 CDI et 150 intérimaires, produit les parfums YSL, ainsi que les rouges à lèvres et le maquillage de luxe de L'Oréal. Elle a réalisé en 2008 un chiffre d'affaires de 270 millions. Environ 130 postes, selon les syndicats, y ont été supprimés depuis 2008, aggravant les cadences et les conditions de travail.

### **Entrepôts de Système U Est (grande distribution)**

Le 10 mars, des salariés en lutte bloquent les quatre entrepôts de Système U Est, coopérative de 200 magasins de l'enseigne U dans le Grand-Est de la France. Les travailleurs en grève veulent notamment revenir sur les négociations annuelles obligatoires, achevées depuis 10 jours, et revendiquent 150 euros brut supplémentaires par mois et veulent également des garanties sur l'avenir de dépôts menacés de fermeture.

Ils bloquent les entrepôts de Mulhouse (Haut-Rhin), Saint-Vit (Doubs), Saint-Just (Ain) et Rumilly (Haute-Savoie).

Réponse de la direction patronale : *« Pour l'instant nous sommes en train de faire établir des constats d'huissiers et on envisage une demande en référé si ça se poursuit, mais tant qu'on est bloqué, il n'y aura pas de négociations....Ils demandent 150 euros de plus pour tout le monde mais ce n'est pas possible... »*

Pourtant le groupe a eu de bons résultats en 2009, avec une augmentation de 1,68% du chiffre d'affaires....

Au 5<sup>ème</sup> jour de blocage, les salariés des quatre principaux entrepôts doivent être consultés sur une prime exceptionnelle brute de 100 euros, proposée dimanche lors d'une réunion de la direction avec les syndicats CGT, CFDT, FO, CFTC et Sud.

A la suite d'un référé déposé par la direction, les grévistes de Mulhouse avaient été délogés par les CRS vendredi soir, mais déterminés, opposant leur juste revendication aux lois de la bourgeoisie, ils avaient repris position dans la nuit !

Enfin au 7<sup>ème</sup> jour de blocage, les salariés grévistes ont cessé leur mouvement. Par la lutte, les salariés ont obtenu 45 euros d'augmentation de salaire par mois pour les quelque mille salariés, selon l'accord qui reprend l'augmentation de 1% prévue dans le cadre des négociations salariales, à laquelle s'ajoutent une prime de sortie de crise et la revalorisation à 6 euros par mois de la prime variable de l'entreprise.

*"On ne va pas dire que c'est un bon accord, mais ça satisfait les deux parties : nous, on n'a pas reçu ce qu'on voulait, mais la direction n'est pas sortie non plus la tête haute, on est à égalité"*, commente le délégué CGT à Mulhouse.

### **Thales Alenia Space (*Thalès, électronique professionnelle et défense*)**

Des salariés en lutte de l'usine de Thales Alenia Space de Toulouse ont occupé le mercredi 24 mars des bureaux de la direction pour appuyer leurs revendications salariales.

Les salariés de l'autre usine de la branche espace de Thales à Cannes (Alpes-Maritimes) occupaient également des bureaux de la direction.

*"Nous avons décidé de changer de braquet pour exiger la réouverture des négociations" après les journées d'action nationales de ces dernières semaines sur les sites de Thales,* précisait le délégué FO. Les fenêtres de la direction au 3<sup>ème</sup> étage arboraient une banderole "Salariés en grève" signée par les cinq syndicats de l'entreprise (FO, CGT, CFDT, CFTEC, CFE-CGC). Une dizaine de délégués occupaient les bureaux, et des salariés se relayaient dans le hall par groupes de quarante. *"Nous avons installé des tentes et nous resterons le temps qu'il faut"*.

Une porte-parole de la direction a déclaré très bureaucratiquement que *"le dialogue social n'est pas rompu. Mais les négociations salariales sont closes dans le groupe, et il ne peut pas y avoir de reprise particulière chez Thales Alenia"* ! Les ouvriers et les employés des différentes branches du groupe d'électronique professionnelle et de défense Thales ont multiplié depuis un mois les journées d'action sur les revendications salariales. Thales Alenia a été à chaque fois en pointe avec des débrayages de 700 à 800 salariés dans chacun des deux établissements.

*« Notre branche a des marges de manoeuvre, notre direction est assez riche pour donner satisfaction ».*

La société, contrôlée par Alcatel jusqu'en 2007, est la dernière entrée dans le groupe Thales. *"Les salaires sont ici très individualisés, un tiers des cadres aura zéro augmentation, pour les salariés, c'est un choc"*, a expliqué le délégué FO.

Le 30 mars, quelque 700 salariés de l'usine Thales Alenia Space de Toulouse, réunis en assemblée générale, ont décidé de poursuivre l'occupation de locaux de la direction pour obtenir une hausse des salaires.

A l'usine de Cannes (Alpes-Maritimes), une occupation similaire est en cours.

Outre l'occupation de bureaux, dont ceux de la DRH, les salariés de Toulouse ont observé une heure de grève et ont occupé brièvement, un service de l'entreprise chargé de tests.

Une rencontre était prévue mercredi entre la direction de Toulouse et les représentants du personnel. Les salariés de Toulouse ont décidé de faire appel au ministère du Travail pour obtenir une médiation, une démarche entreprise auparavant par les salariés de l'usine de Cannes.

*S'il est juste de demander des comptes et de mettre devant le fait accompli les élus locaux (maires, etc...), il ne faut pas créer d'illusions sur « les pouvoirs publics ». L'État est subordonné aux entreprises monopolistes (multinationales), il défend les intérêts de l'oligarchie financière (le maximum de profit) contre ceux des travailleurs ; quand l'État fait des promesses, il ne les tient pas (voir promesses de Sarkozy devant les travailleurs d'Arcelor et toutes les usines où il est passé !).*

De multiples actions ont déjà eu lieu depuis un mois pour une revalorisation salariale parmi les 33 000 salariés en France du groupe d'électronique professionnelle et de défense Thales. Une journée d'action nationale doit avoir lieu dans l'ensemble du groupe Thalès en avril.

### **Emploi.**

*La situation de l'emploi est catastrophique : 800000 emplois supprimés en 2009, chômage de masse avec 4.1 millions de privés d'emploi (chiffre officiel). Quelle est la famille populaire qui ne connaît pas le chômage alors que sous le capitalisme notre classe (prolétariat) n'a que*

*la vente de sa force de travail pour vivre ? La précarité est généralisée. Un jeune sur deux est soit au chômage soit en CDD. 37 % des seniors ont un emploi car trop « chers » pour le capital. 60 % des nouveaux emplois créés sont des CDD ou des temps partiels ! Pour continuer à empocher le **profit maximum**, comme c'est la loi sous le **capitalisme-impérialisme**, les monopoles français ont pour stratégie le pillage des pays dominés et l'exportation de capital : délocaliser pour fermer et fabriquer là où la main d'œuvre s'achète à bas prix ou pour spéculer ; **tel est le vrai visage du capitalisme !** Ainsi la France est-elle montée au 3<sup>ème</sup> rang mondial pour le niveau de ses investissements directs étrangers (IDE). La bourgeoisie française et l'oligarchie financière à sa tête sont bien les responsables de la ruine du pays, leurs **colossales fortunes** se construisent sur les souffrances des peuples-travailleurs, sur notre dos ! Le mot d'ordre URCF immédiat de **nationalisation sans indemnités** des monopoles casseurs d'emploi doit devenir le bien commun du mouvement populaire ; mot d'ordre qui nécessitera des luttes de classes de grande ampleur qui poseront la question du bris de l'Etat bourgeois. L'urgence du moment est de sauver nos emplois par la lutte. Autour de chaque usine, entreprise, service public fermés, formons des comités populaires de luttes locaux avec tous ceux qui pâtiront de la perte d'activité, forçons les solidarités de classe décisives qui créeront un rapport de force supérieur obligeant le capital à céder sur nos revendications.*

### **SCA de Linselles (papeterie, Nord)**

Les 280 ouvriers de l'usine du groupe papetier suédois SCA de Linselles (Nord) bloquent depuis jeudi 25 mars le site contre sa fermeture, annoncée pour avril 2011.

Une petite partie de la production se ferait en Suède, et une grande partie en Pologne, « *au détriment du site de Linselles, alors qu'on venait d'avoir 40 millions d'euros d'investissements sur trois ans* », explique le délégué CGT.

"*On occupe l'usine avec les salariés*", précisé le délégué, alors que la direction indique que "*l'usine est arrêtée et ne tourne plus*" et que les salariés de l'usine bloquent les camions qui ne peuvent plus livrer.

La CGT, à laquelle appartiennent 240 des 280 salariés de Linselles, demande le maintien de l'activité. "*Aujourd'hui, il y a une stratégie, mais nous, on ne l'accepte pas. Même si c'est une multinationale, on va savoir la faire plier*", affirme le délégué. La CGT représente 80% des salariés dans l'ensemble des 14 usines françaises du groupe, qui emploie plus de 3 000 personnes sur la France.

### **Hôpital René Muret de Sevran (Seine-Saint-Denis)**

La directrice de l'hôpital René Muret de Sevran (Seine-Saint-Denis) et la directrice de l'hôpital Avicenne de Bobigny étaient retenues jeudi 25 mars par des personnels en lutte contre le projet de restructuration de l'AP-HP.

Les deux directrices, ainsi que trois autres responsables de l'hôpital René Muret, sont retenus dans cet établissement.

Des membres du personnel de l'hôpital René Muret sont en grève depuis le lundi pour "*la défense de l'AP-HP*", "*contre le regroupement hospitalier et les suppressions de poste*", selon un représentant de Sud. Les grévistes ont également des "*revendications locales, sur les conditions de travail, dont les heures supplémentaires*".

Parmi les grévistes se trouvent les personnels soignants mais aussi administratifs et techniques, alors que les médecins et les cadres n'ont en revanche pas pris part au mouvement. L'hôpital René Muret fait partie des 37 établissements de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) en cours de restructuration. La direction de l'AP-HP prévoit de réunir la direction en douze groupes. Par le jeu des regroupements de service, la restructuration supprimerait d'ici 2012 de 3 à 4 000 postes.

*L'URCF soutient la lutte des personnels hospitaliers.*

*Dans son programme (de lutte), l'URCF se prononce pour la création d'un pôle de service public santé et pour des Etats généraux de la santé avec les professionnels, les usagers, les représentants des autres pôles de service public, les représentants des salariés afin de définir l'état des lieux et les besoins à satisfaire.*

*La création importante d'emplois dans le secteur de santé doit viser à rattraper les 100 000 emplois supprimés tant par la droite que par les sociaux-libéraux,*

*puis à créer de nouveaux emplois selon les besoins. L'existence d'établissements privés fondés sur le profit est incompatible avec la santé publique.*

*La priorité doit être donnée aux établissements publics de santé. Les aides publiques ne doivent pas aller aux établissements privés dont le financement doit rester totalement privé, sauf s'ils adhèrent au pôle de service public santé, pôle qui ne pourra voir le jour que dans un grand affrontement de classes où les luttes et les contradictions du système capitaliste seront exacerbées. L'heure est à la lutte dans tous nos hôpitaux en lien avec la population pour sauver et gagner notre droit à une santé de qualité pour tous.*

*Lutte qui devra se porter au niveau d'une lutte générale pour être victorieuse.*

Dans l'immédiat, ensemble, nous devons construire **un rapport de forces gagnant sur nos revendications, dans la grève générale bloquante et continue. Emparons-nous des journées d'action** pour continuer et organiser une lutte bloquante contre les stratégies des bureaucraties syndicales qui n'ont prévu aucune suite sérieuse et planifiée pour faire aboutir les revendications. **Quand les directions ont failli, la base prend le relais : il faut s'auto-organiser, créer des collectifs larges de lutte et de grève ; dans les manifestations, lançons des mots d'ordre pour que les manifestants occupent tout de suite des points stratégiques qui bloquent l'économie et les profits du capitalisme ;** proposons tout de suite dans les prochaines manifs la création de comités qui organisent une lutte bloquante immédiate.

*L'URCF salue aussi toutes les luttes de classes dans les entreprises et ailleurs. Salut de lutte aux travailleurs: Siemens VAI MT, Condat (papeterie, avec séquestration), ISS (Traitement des déchets, Marseille), Danone, enseignants, lycéens, collégiens, Emmäus, Veolia Eau, Sans papiers (Région parisienne), cantonniers de Neuilly sur Seine, MHCS (Champagne), Ricoh-France (produits bureautiques japonais, 111 000 salariés dans le monde), Sans papier d'Adec (sous-traitant Bouygues), Fidelia assistance, Pôle emploi Aquitaine, Sullair (outils pneumatiques, Loire), Essex (fabrication fils de cuivre avec séquestration et « prise de possession » du matériel de l'usine), Sodimatex (groupe Trèves avec « prise de possession » du matériel de l'usine).*

**Ce n'est qu'un début, continuons le combat, sur tout le territoire, auto-organisons-nous en comités de lutte !**

**Retrouvez sur notre site internet, notre programme de lutte et de Révolution sous le thème : « Le socialisme : seule alternative au capitalisme ».**

**18 avril 2010**

*Commission ouvrière et d'entreprises de l'URCF*